

EHPAD LE COUTALLER - LANESTER

Construction d'une plateforme gérontologique intégrant un
EHPAD   Lanester

Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination

RC - Règlement de consultation

Juin 2025

Pouvoir adjudicateur

CCAS DE LANESTER

1 Rue Louis Aragon
CS 20779
56 607 Lanester 09

Maître d'ouvrage

CCAS DE LANESTER

1 Rue Louis Aragon
CS 20779
56 607 Lanester

Assistant   Maître d'Ouvrage

A2MO

5, rue du Bosphore
Tour Alma – Bât. B
35200 RENNES
02 99 86 30 16



EHPAD LE COUTALLER– LANESTER

Construction d'une plateforme gérontologique intégrant un EHPAD
RC – Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Maître de l'ouvrage

CCAS DE LANESTER

1 Rue Louis Aragon
CS 20779
56 607 Lanester

Pouvoir adjudicateur

CCAS DE LANESTER

1 Rue Louis Aragon
CS 20779
56 607 Lanester

Objet du marché

Construction d'une plateforme gérontologique intégrant un EHPAD

Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Personnes habilitées à donner les renseignements
prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du Code de la Commande Publique

M. le Président du CCAS de Lanester

Assistant Maître d'ouvrage

Société A2MO

5, rue du Bosphore – Tour Alma – Bâtiment B
35200 RENNES

Représentée par M. Emmanuel MARCHAND – Chargé d'opérations

Maîtrise d'œuvre Mandataire

Lazo & Mure

Architectes

54, rue Louis Rolland
92 120, Montrouge

Remise des offres

Le lundi 11 aout 2025 à 14h00

TABLE DES MATIERES

A	OBJET DE LA CONSULTATION	4
B	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
1	Définition de la procédure	4
2	Intervenants	4
2.1	Le Maître de l'ouvrage	4
2.2	Le Pouvoir adjudicateur	4
2.3	Assistant Maître d'Ouvrage	4
2.4	Maîtrise d'œuvre	5
2.5	Coordonnateur SPS	5
2.6	Contrôle Technique	5
2.7	Coordonnateur OPC	5
3	Déroulement de la procédure	5
4	Modifications de détail au dossier de consultation	5
5	Délai de validité des offres	5
C	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
6	Solution de base	6
6.1	Documents fournis aux candidats	6
6.2	Modalités d'obtention du dossier de consultation	6
6.3	Composition de l'offre à remettre par les candidats :	6
6.4	Documents à fournir par le candidat retenu, dans le cas où ces derniers ne les auraient pas joints à l'envoi des candidatures et à la remise d'offres.	7
7	Variantes	7
D	JUGEMENT DES CANDIDATURES	8
E	JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	8
F	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	9
G	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
H	AUTRES DISPOSITIONS	10
8	Modalités de règlement du marché	10
9	Opposabilité du règlement et différends	10

A OBJET DE LA CONSULTATION

La présente mise en concurrence concerne les missions suivantes :

Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Dans le cadre du **Projet de construction d'une plateforme gérontologique intégrant un EHPAD   Lanester.**

La construction est envisagée sur un terrain vierge de toute construction, située rue Camille Claudel. La capacité sera de 77 hébergements, et la Surface Dans C uvre totale du projet est d'environ 5 520 m². La durée du chantier est estimée à ce stade à 22 mois (compris période de préparation, congés et réception).

Pour les caractéristiques du projet, les bilans de surfaces et financier ainsi que pour le phasage des travaux, se reporter au CCTP.

B CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée dans le cadre d'un marché public, passée selon les principes d'une procédure adaptée du Code de la Commande Publique.

Elle est soumise aux dispositions de l'article L2123-1 de l'ordonnance n 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie l gislativ e du Code de la Commande Publique et de l'article R 2123-1 du décret n 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

La participation à la phase « Remise des offres » entraîne de la part des concurrents **l'acceptation entière et sans réserve du présent Règlement**, des documents contractuels qui lui sont annexés qui devront être complétés, visés et signés par le candidat, et des éléments qui composent le programme fonctionnel et technique de construction. Le non-respect total ou partiel des dispositions et règles de la consultation pourra entraîner l'exclusion des concurrents.

2 Intervenants

2.1 Le Maître de l'ouvrage

CCAS DE LANESTER

1 Rue Louis Aragon

CS 20779

56 607 Lanester

2.2 Le Pouvoir adjudicateur

CCAS DE LANESTER

1 Rue Louis Aragon

CS 20779

56 607 Lanester

2.3 Assistant Maitre d'Ouvrage

Le Maître de l'Ouvrage s'est adjoint les services d'un chargé d'opérations :

EHPAD LE COUTALLER– LANESTER

Construction d'une plateforme gérontologique intégrant un EHPAD
RC – Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination

SAS A2MO – Agence de Rennes

5, rue du Bosphore – Tour Alma – Bâtiment B
35200 RENNES

Représentée par M. MARCHAND, Chargé d'opérations

2.4 Maîtrise d'œuvre

Lazo & Mure

Architectes
54, rue Louis Rolland
92 120, Montrouge
01 58 10 11 24

2.5 Coordonnateur SPS

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION

165 rue de la montagne du salut
56 600 Lanester

2.6 Contrôle Technique

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION

6 RUE DU GENERAL AUDRAN
92400 COURBEVOIE

2.7 Coordonnateur OPC

Objet de la consultation

3 Déroulement de la procédure

L'offre de chaque candidat devra porter sur l'ensemble de la mission objet de la présente consultation ; toute offre incomplète sera éliminée.

Si plusieurs entreprises participent à l'exécution d'un des lots, elles seront obligatoirement conjointes et solidaires, aucune décomposition de la prestation entre les entreprises n'étant admise à l'intérieur du marché qui leur est attribué, pour des raisons de continuité et de cohérence de la prestation.

Le candidat doit présenter une offre de base respectant strictement le cahier des charges.

L'offre sera présentée sur l'exemplaire original de l'acte d'engagement, fourni par le maître d'ouvrage. Elle devra être présentée sous la forme d'un prix global et forfaitaire.

4 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans l'Acte d'Engagement ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres finales.

C PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentations associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

6 Solution de base

6.1 Documents fournis aux candidats

Le dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation **et son annexe**
- Le cadre d'acte d'engagement à compléter **et son annexe**
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La fiche de renseignements à compléter

6.2 Modalités d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sur le site <https://marches.megalisbretagne.bzh> .

L'attention des candidats est attirée sur le point suivant : conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009, le retrait du DCE peut être effectué de manière anonyme. Dans ce cas, les rectifications, modifications et correspondances ne pourront être transmises automatiquement par mail aux entreprises qui ont retiré le DCE sur la plateforme <https://marches.megalisbretagne.bzh>

6.3 Composition de l'offre à remettre par les candidats :

L'offre à remettre par les candidats sera organisé en **deux dossiers séparés** :

Dossier 1 : Pièces administratives

Elle contiendra les justifications quant aux qualités et capacités du candidat à savoir :

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants ou équivalent (modèle DC1)
- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2341-1 et 2 et L2341-5 de l'ordonnance n  2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1   L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités économiques et financières du candidat (modèle DC2)
- Les documents et renseignements ci-dessous :
 - K-bis de moins de trois mois
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Attestations d'assurances en responsabilités civile et décennale en cours de validité.
 - Attestations sociales et fiscales en cours de validité

Dossier 2 : Acte d'Engagement et offre

Elle contiendra :

1. Projet de marché comprenant :

- Un projet **d'acte d'engagement et son annexe 1** (cadre joint à compléter), daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s)
- Le CCTP d ment approuvé et signé
- Le CCAP d ment approuvé et signé

2. Documents techniques :

❖ **L'annexe 1** au règlement de consultation d ment remplie avec les références professionnelles pour la réalisation de travaux similaires (coûts/délais) sur les 5 dernières années.

Dans cette annexe devront être précisés les points suivants :

- Le nom de la personne, désignée pour suivre les travaux de notre opération
- La Nature des travaux cités en référence
- Leur montant
- Les délais théoriques et réels de l'opération
- Le CV de la personne nominativement prévue pour le suivi de l'opération

Il est possible de fournir en annexe le CV d'un suppléant qui pourrait être amené à remplacer/superviser le titulaire sur l'opération.

Ce document est obligatoire. Aucune autre forme de références professionnelles ne sera analys e et valorisée.

❖ Un mémoire méthodologique décrivant (**entre 6 et 12 pages maximum**) :

- La prestation détaillée par élément de mission, le type de documents produits par élément de mission
- L'organisation mise en œuvre
- Les moyens de gestion
- Les moyens matériels à disposition du titulaire pour mener sa mission

Toutes les pièces listées ci-dessus seront datées et sign es par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des entreprise(s).

6.4 Documents à fournir par le candidat retenu, dans le cas où ces derniers ne les auraient pas joints à l'envoi des candidatures et à la remise d'offres.

A compter de la notification de son marché, le titulaire produira tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces suivantes :

- Les certificats ou déclarations mentionnés aux articles L2141-1   L2141-11 et à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D.8222-7 ou D. 8254-2   D. 8254-5 du code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations et attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1   L. 2141-5 et L. 2141-7   L. 2141-11 du code du travail
- Les attestations d'assurance visées au CCAP du marché

7

Variantes

Les variantes éventuelles proposées par le soumissionnaire ne sont pas autorisées.

D JUGEMENT DES CANDIDATURES

A l'issue de l'analyse du contenu de la candidature, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L2141-1   L2141-11 du Code de la Commande Publique.
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique et fixées dans le présent règlement de consultation.
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes suivant les articles R2142-6   R2142-14 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

E JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, les critères sont les suivants : (**Valeur totale maxi d'offre 10 points**)

Critère n 1 : Valeur technique (note maximale : 7 points)

Attribution d'un nombre de points selon les modalités suivantes :

- ⇒ Note méthodologique (**notée sur 2 point**) - portant sur l'analyse du mémoire méthodologique qui détaillera les prestations prévues dans les différents éléments de mission ainsi que les moyens humains et matériels de l'entreprise alloués à l'opération
- ⇒ 5 Références similaires et le **CV de la / des personnes désignées pour suivre l'opération (noté sur 2 points)** - annexe 1 au RC à remplir OBLIGATOIREMENT. Il est demandé des références dans des opérations similaires à la présente consultation avec montants et/ou délais équivalents.
Ce document est obligatoire. Aucune autre forme de références professionnelles ne sera analys e et valorisée.
- ⇒ Temps de présence consacré à l'opération (**noté sur 3 points** - voir annexe 1 de l'AE   compléter). Vous devrez préciser le nombre de réunions prévu pour chaque phase sur cette annexe.

Critère n 2 : Prix des prestations (note maximale : 3 points)

- ⇒ Coût global des offres (**noté sur 3 points**)

Le Maître d'Ouvrage examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Des précisions pourront être demandées au candidat, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit donc être précisée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le résultat de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

Lors de l'examen des offres, le Maître d'Ouvrage se réserve également la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration du prix global et forfaitaire de la prestation, qu'elle estimera nécessaires.

Suite à l'analyse des offres, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats ayant remis les meilleures offres.

Conformément à l'article R2123-5 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, en fonction des offres reçues, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue après vérification que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément à l'article R2144 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Par application des dispositions de l'article R2144 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et dans l'hypothèse où le candidat retenu ne fournit pas la déclaration ou les certificats mentionnés dans un délai de sept jours calendaires à compter de la demande du maître d'ouvrage via le profil acheteur, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le pouvoir adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

F CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les dossiers des candidats seront transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date d'envoi et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

Les candidats doivent transmettre leur candidature et leur offre par voie électronique conformément à l'article R2132-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les offres seront envoyées, en toute confidentialité, par voie électronique directement via le profil acheteur sur le site : <https://marches.megalisbretagne.bzh>

Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation ou présentant les extensions suivantes : XLS, DOC, PDF, JPG, BMP, PPT.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Ne pas ouvrir -copie de sauvegarde ».

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite d'un marché papier. Aussi les documents éventuellement transmis par voie électronique seront re-matérialisés pour la formalisation du marché.

Signature électronique de votre offre

Conformément au Décret n  2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Si tel est le cas, la signature sera impérativement requise au stade de l'attribution de l'offre.

G RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tous les renseignements complémentaires seront obtenus par voie dématérialisée via le profil acheteur sur le site <https://marches.megalisbretagne.bzh> et par l'intermédiaire de la fonctionnalité Questions / Réponses, après que le candidat se soit identifié.

Les candidats devront faire parvenir leurs demandes de renseignements au plus tard 9 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Une réponse écrite via la plateforme sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres.

H AUTRES DISPOSITIONS

8 Modalités de règlement du marché

Les modalités de règlement seront définies par le CCAP.

9 Opposabilité du règlement et différends

Le présent règlement est opposable en totalité aux candidats, qui y adh rent pleinement dès lors qu'ils ont remis une offre.

le tribunal administratif le plus proche sera le seul compétent.

Cette instance pourra également délivrer les renseignements nécessaires relatifs aux voies et délais de recours.

Lu et approuvé,

A :

Le :